

UNITÉ

le journal de l'Offensive Socialiste (MJS)

Numéro 30
Février-Mars 2010

« Parce que le millionnaire n'a pas récolté sans peine, il s'imagine avoir semé. »

Jean Jaurès

Édito

DES PROPOSITIONS CLAIRES POUR LA VICTOIRE À GAUCHE

« Et bien, pour une fois, je suis bien d'accord avec votre première secrétaire quand elle dit : à crise exceptionnelle, mesures exceptionnelles, il faut indemniser les chômeurs en fin de droits. Et pourtant, vous savez mon p'tit, j'ai toujours voté à Droite, sauf en 1988. Par contre, sur les retraites, ce n'est pas ça ! Elle les défend nos retraites, oui ou non ? Faudra être plus clair si vous voulez gagner en 2012 ». Ce retraité rencontré lors d'une diff' sur un marché de Saint-Etienne a tout résumé. « Être plus clair », tel doit être le mot d'ordre des socialistes pour l'emporter demain aux élections régionales et ensuite en 2012.

Sur les retraites, nous devons défendre coûte que coûte les droits sociaux universels mis à mal par les réformes de la Droite. Casser le droit à la retraite à 60 ans, c'est surtout faire sauter le verrou social qui permet aux salariés dont la carrière est incomplète de pouvoir bénéficier d'une retraite à taux plein à 65 ans. Taxons le capital et nous financerons nos retraites ! Nous ne pouvons plus accepter que près de la moitié des retraités de notre pays vivent avec une retraite inférieure à 1000 € ! Et si nos dirigeants socialistes se fourvoient en acceptant les compromis avec le Medef, alors nous nous engagerons dans les luttes et imposerons le rapport de force. En Espagne, Zapatero a, pour la première fois depuis six ans, obligé tous les syndicats de salariés à manifester, puisqu'il souhaite porter l'âge de la retraite à 67 ans. En France, selon un sondage CSA pour l'Humanité, 65% des Français sont prêts à se mobiliser dans les mois qui viennent pour défendre le départ à 60 ans.

Les luttes sociales s'amplifient depuis quelques semaines (pensons à Philips ou à Total) ; il leur faut un débouché politique. Ras-le-bol d'une entreprise comme Total qui cumule 100 milliards de profits depuis 2000 et qui veut quand même détruire des centaines d'emplois, ainsi que l'avenir d'un site industriel ! Tout cela pour porter le titre de bourse de 42 à 55 €... Rentabilité pour les actionnaires, précarité pour les salariés : telle est la devise du patronat ! La nôtre est diamétralement opposée : ce sont les salariés qui produisent les richesses, ils doivent en toucher les dividendes. Alors augmentons les salaires ! Passons le SMIC brut à 1600 € par mois et imposons un salaire maximum pour les dirigeants !

Pour gagner en 2012, la Gauche à trois impératifs : s'unir, s'opposer, proposer. L'union puisqu'il y a un salariat et qu'il ne doit y avoir qu'une seule gauche. L'opposition face à une Droite d'autant plus dure qu'elle se sent minoritaire. Des propositions pour partager les richesses et permettre une vie décente à tous.

par Mehdi Dardouri et Johann Césà, 42

SOMMAIRE

Le mouvement social doit reprendre la main.....PP. 2-5

SALE TEMPS POUR L'ÉDUCATION.....P. 2
par Laurent Johanny

RETOUR SUR LE CONGRÈS DE LA FSU..... P. 3
3 questions à Hervé Le Fiblec

APRÈS TOTAL ET PHILIPS : IMPOSONS UN SALAIRE MAXIMUM !..... P. 4
par Johann Césà

EN GRÈCE, QUI VA PAYER LA FACTURE ?..... P. 5
par Jean-François Claudon

Culture

L'ARMÉE DU CRIME.....P. 6
par Julien Guérin

Régionales

SARKOZY TENTE UNE OPA SUR LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES..... P. 7
par Anthony Gratacos

JEUNE, VOTE !..... P. 8
par Guillaume Lescaut

LANGUEDOC : LE CAS FRÈCHE..... P. 8

Pour contacter l'Offensive Socialiste :

Marlène Collineau (rédaction d'Unité) :

06 75 29 42 75

Johann Césà (Bureau National du MJS) :

06 28 04 71 32

Sale temps pour l'éducation

MALGRÉ LA CRISE, l'Etat persiste à annoncer tous les ans un nouveau plan social. En additionnant les 8 700 de 2007, les 11 200 de 2008, les 13 500 de 2009 et les 16 000 prévus en 2010, le nombre de postes supprimés dans l'éducation en quatre ans de mandat Sarkozy s'élève à 49 400 ! Sans oublier les 40 000 suppressions encore programmées d'ici 2012... Et c'est bien de la frénésie, puisque l'argument de la « bonne gestion de père de famille », qui imposerait une diminution du nombre d'enseignants lorsque les effectifs d'élèves baissent, ne tient pas. En effet, les effectifs repartent à la hausse dans le secondaire dès la rentrée 2010 et on sait que, d'ici 2015, les effectifs totaux auront retrouvé le niveau de 2003.



Sarko, l'ami du privé... et du privé !

Ces données cachent une forte disparité entre le public et le privé. Depuis l'an 2000, on constate que le nombre d'enseignants dans le secondaire privé a fortement augmenté (+2,7 %) alors qu'il a nettement diminué (-1,2 %) dans le public. On savait déjà que la laïcité ne signifie pas grand chose pour l'UMP. Ce constat accablant ne fait que confirmer à quel point ce gouvernement cherche à déshabiller le public pour conforter le privé.

C'est l'application de la règle absurde, démagogique et purement comptable du non-remplacement de la moitié des 68 500 départs à la retraite estimés l'année prochaine pour toute la fonction publique d'Etat qui explique les 33 749 postes de fonctionnaires supprimés en 2010. Ces coupes sombres sont accompagnées de contre-réformes visant à appliquer au public la politique de management du privé : paie au « mérite », individualisation des parcours avec entretien annuel, pouvoirs accrus conférés aux chefs... Ainsi, dès la rentrée prochaine, les nouveaux professeurs « stagiaires » du secondaire seront directement « lâchés » sur le terrain avec 18 heures de cours hebdomadaires. Un simple accompagnement pourrait donc, d'après le ministre, remplacer des heures de formation

pédagogique et de concertation. Contrairement aux annonces du gouvernement, cette contre-réforme n'a qu'un seul but : économiser plus de 15 000 postes au détriment de la formation initiale des enseignants !

Le monde enseignant relèverait-il la tête ?

L'apathie domine dans les salles des profs, notamment depuis l'échec de la mobilisation sur les retraites en 2003. Pourtant, l'état d'esprit est en train de changer dans le monde enseignant : les résistances gagnent en l'ampleur et prennent de plus en plus la forme de grèves combattives. De nombreux établissements se sont mobilisés par exemple à Nîmes le 10 février. Dans l'Académie de Créteil, noyau dur de la résistance depuis plusieurs années, le mouvement de contestation fait tâche d'huile, notamment dans les lycées professionnels ou polyvalents qui sont en première ligne. Les manifestations successives qui ont eu lieu en février à Paris pour protester contre la politique de la droite ont eu une fréquentation croissante, le 18 faisant mieux que le 16, qui avait déjà battu le 11.

Il a malheureusement fallu qu'un évènement grave survienne au lycée Chérioux de Vitry-sur-Seine pour que les médias mettent un coup de projecteurs sur la dégradation générale et insupportable des conditions de travail et d'étude engendrée par la politique du tiroir-caisse. L'École n'est pas étanche à l'accroissement des inégalités, aux conditions de vie précaires et à l'individualisme ambiant. Elle n'est que le reflet d'une société minée par la violence sociale. Le ministre de l'Éducation Nationale n'y répond qu'avec des propositions purement sécuritaires, renforçant encore un peu la stigmatisation des établissements « sensibles », sans comprendre qu'aucun « Grenelle de la violence scolaire », pas plus que les matraques ou que les caméras, ne remplace les relations humaines.

Plus généralement, le nombre d'établissements dont le CA a refusé la dotation horaire pour l'année prochaine est en très forte hausse. L'étranglement budgétaire et financier déteint sur les enseignements, puisque les profs sont contraints d'accepter de plus en plus d'heures supp', afin de sauver le poste d'un collègue ou d'assurer le rayonnement de leur discipline. Après un 1er dégraissage il y a 2 ans, un nouveau palier semble atteint dans la gestion de la pénurie. Il est temps que les enseignants retrouvent le chemin de la rue et de la contestation, celui qui leur a permis de défendre leurs acquis jusqu'aux années 1990 ! ::

par Laurent Johanny (43)

Retour sur le congrès de la FSU

3 questions à Hervé Le Fiblec

Hervé LE FIBLEC est membre du Bureau national du SNES-FSU, secrétaire académique de ce syndicat dans l'Académie d'Amiens après avoir été secrétaire régional de la FSU Picardie.

Unité : *Que signifie la nomination de Bernadette Groison, responsable du SNUIPP, à la tête de la fédération suite au retrait de Gérard Aschiéri venu du Snes ? Simple renouvellement de génération ou changement plus profond ?*

Hervé Le Fiblec : Gérard Aschiéri l'a lui-même qualifiée de « continuité dans le changement »... De fait, il avait indiqué depuis longtemps que ce congrès serait son dernier comme secrétaire général, et la transition s'est faite naturellement avec Bernadette Groison, qui n'avait plus de responsabilités de premier plan dans le SNUipp depuis trois ans et était chargée du centre de formation syndicale de la FSU, et du collectif d'animation du courant majoritaire, *Unité et Action*.

Cela dit, Bernadette est la première secrétaire générale de la FSU qui n'était pas en responsabilité lors de la scission de la FEN, en 1992-93, la première de la « génération U », qui a fait ses premières armes syndicales dans la construction du SNUipp et de la FSU en 1993. La différence de génération est en effet considérable. Quant à la différence « sociologique » entre l'agrégé passé par Normale Sup et l'institutrice, il faut savoir dépasser les apparences : Aschiéri est issu d'une famille très modeste des quartiers populaires de Marseille, Bernadette Groison était diplômée de Sciences Po avait de se diriger vers l'enseignement...

Unité : *Que préconise la FSU, depuis le congrès de Lille, pour s'opposer à la politique consciente d'étranglement budgétaire de l'Education nationale par le ministère et le Gouvernement ? A-t-on enfin tiré le bilan des journées d'action isolées, sans lendemain et sans perspective ?*

Hervé Le Fiblec : Il y a toujours un premier jour avant le lendemain... La difficulté de la FSU et de l'ensemble du mouvement syndical est de construire des mobilisations qui entraînent massivement les salariés. Le constat fait est que la majorité d'entre eux ne croient pas, sans doute faute de débouchés politiques crédibles, à la possibilité de gagner sur les revendications, et du coup, c'est un

peu le sauve-qui-peut et l'individualisme qui triomphe. De ce point de vue, la sortie de Martine Aubry sur l'âge de la retraite n'a pas aidé !

Du coup, certains ont mis en doute la stratégie d'unité d'action de la FSU, et prôné une logique d'actions tous azimuts qui s'opposerait à la recherche de mobilisations unitaires, massives, s'inscrivant dans la durée qui est l'objectif fédéral. Ils n'ont pas convaincu le congrès. La FSU, qui n'est pas qu'une fédération de l'éducation nationale, a décidé de s'emparer de la question des retraites, avec l'ensemble des forces syndicales, et portera dans les intersyndicales la volonté d'actions dès le mois de mars. En espérant des résultats en termes de mobilisation meilleurs qu'actuellement.

Unité : *Quelle conclusion tire la FSU du rapprochement et des premières discussions entamées avec la CGT et Sud ? Le congrès de Lille a-t-il constitué un moment fort pour ceux qui, comme nous, militent pour la réunification syndicale ?*

Hervé Le Fiblec : La FSU a franchi un cap à Lille. Elle a clairement affiché sa volonté de se « dépasser » pour aller vers la construction d'un nouvel outil syndical, et a lancé un appel à l'ensemble des forces syndicales pour qu'elles se joignent à une dynamique de construction de cet outil, notamment en multipliant et élargissant les initiatives qui ont déjà été prises avec la CGT et Solidaires. Elle a écarté définitivement toute création d'une nouvelle confédération. Elle pouvait difficilement aller plus loin dans l'affirmation d'une volonté d'unification syndicale.

Cela dit, si la FSU a une responsabilité particulière, elle ne peut pas tout faire toute seule. La balle est maintenant dans le camp des autres organisations, et notamment de la CGT. L'intervention de Bernard Thibaut a confirmé une volonté de poursuivre et d'approfondir le travail en commun, mais la confédération ne semble pas avoir saisi les enjeux de ce débat. Il est vrai que cela appellera à des révisions sans doute déchirantes, car nul ne peut imaginer que la FSU ou les autres forces syndicales qui participeraient à une telle dynamique, abandonne ce qui fonde leur identité, notamment dans les pratiques syndicales. Les bases du chantier sont posées, reste maintenant à se mettre au travail... tous ensemble. ::

Après Total et Philips imposons un salaire maximum !

« *POUR ÊTRE justes et décents, les salaires des dirigeants d'entreprises publiques devraient se situer entre 20 et 30 fois le salaire moyen de leurs employés* ». C'est ce qu'affirme ce gauchiste (!) de Claude Béland, président du « Mouvement d'éducation et de défense des actionnaires » (MÉDAC) au Canada. Bien entendu, ce dernier souhaite limiter les salaires des patrons pour que davantage de profits aillent dans les poches des actionnaires et que ce soit eux qui fixent le revenu des dirigeants de « leurs » entreprises... Les patrons tremblent !

Cette déclaration est néanmoins la preuve que le débat sur la limitation des revenus des grands patrons revient sur le devant de la scène. Il y a à peine un an, l'Union Européenne d'une part et les Etats-Unis d'autre part ont, du bout de lèvres, exprimé la nécessité de limiter les salaires des entrepreneurs. Obama annonçait plafonner à 500 000 \$ les salaires des dirigeants d'entreprises qui ont reçu de l'aide publique. Et le porte-parole de la Commission Européenne estimait que l'idée de « limiter les salaires des dirigeants de banques qui reçoivent une aide publique est une mesure utile [...] parce que c'est une incitation supplémentaire pour le remboursement le plus vite possible de l'argent de l'Etat ». Pour que ces vœux pieux trouvent leur débouché politique, les parlementaires socialistes français ont proposé une loi visant à plafonner le salaire maximal à 25 fois le salaire moyen de l'entreprise, mais la droite, fidèle à sa base sociale, a évidemment refusé. Aujourd'hui, mis à part quelques mesurées, ces déclarations d'intentions sont restées veines. Les profits augmentent de nouveau de façon faramineuse et les fiches de paie des salariés font peine à voir.

« **L'Offensive socialiste** » propose de plafonner le salaire (bonus compris) des dirigeants à 20 fois le salaire moyen de l'entreprise. « Pourquoi, grand Dieu, ce retour au soviétisme », se demande le bourgeois effarouché ? Tout simplement parce que la redistribution par l'impôt sur le revenu n'est plus efficace. Grâce au bouclier fiscal et à l'évasion du même nom, les patrons participent de moins en moins à la solidarité nationale. En période de crise, au prétexte que tout le monde de faire des efforts, on demande aux salariés de ne pas être trop regardant sur leur fiche de paie et surtout de produire, car il faut être compétitif ! Et pendant ce temps, les grands patrons s'affranchissent de cet effort. Pire encore, les gouvernements libéraux -ou sociaux-libéraux-

les y encouragent ! Nous ne sommes pas dupes de leur prétendue « équité » en temps de crise. En fixant une limite maximale aux revenus patronaux, on crée une brèche, on s'introduit dans l'usine et dans le bureau, ce saint des saints du capital où la loi des patrons et des actionnaires se substitue à celle de la République. Comme le disait Jaurès en 1893 à la Chambre, il faut que « la République soit affirmée dans l'atelier », afin que « la Nation soit souveraine dans l'ordre économique [...] comme elle est souveraine dans l'ordre politique ». Cette intrusion de l'ordre public dans les jungles libérales que sont devenues bon nombre d'entreprises donnera confiance à notre camp. Le salariat relèvera d'autant plus facilement la tête qu'il apercevra nettement les prémisses d'une politique alternative à celle du grand capital et des voyous du marché ! Pour ce faire, il faudra augmenter le nombre de tranches d'imposition de 5 à 10 et abroger le bouclier fiscal de Sarkozy et de Villepin.

Avec un salaire maximum, on oblige les patrons à mieux redistribuer les richesses, puisqu'en limitant cette part des profits qu'on déguise en « salaire patronal », on renforce la part du travail au détriment du capital. S'ils veulent augmenter leurs « salaires », les décideurs devront d'abord augmenter ceux, bien réels, des salariés. On en finira par-là même avec ces pseudos « conseils d'administration » et autres assemblées générales d'actionnaires où l'on augmente joyeusement dividendes et revenus patronaux tout en licenciant des salariés. Assez des entreprises où, comme chez Total, des De Margerie avec ou sans moustache s'engraissent tout en annonçant des fermetures de site ! Et que dire de Philips dont les dirigeants se disent « confiants » dans la progression de l'entreprise en 2010 et annoncent du jour au lendemain à ses salariés qu'il faudra aller bosser en Hongrie pour 450 euros par mois ? Dans ces conditions, mettre en place un salaire maximum devient une urgence pour notre camp. C'est une œuvre de salubrité publique qui contribuera à rendre au politique toute sa force face aux pouvoirs de l'argent et du capital. ::

par Johann Césà (BN, 42)



En Grèce, qui va payer la facture ?

LE BIJOU de l'Union européenne était en réalité en fer blanc. On le savait depuis longtemps, mais le naufrage financier de la Grèce montre à quel point les capitalistes sont prêts à mentir pour assurer leur domination. A l'instar de l'Espagne, la Grèce faisait pourtant figure de vitrine de l'UE. Pensez donc : un pays pauvre sortant d'une décennie de dictature militaire, isolée diplomatiquement et économiquement, qui, dans les années 1980, se démocratise, s'ouvre et s'enrichit à vitesse grand V ! Un vrai conte pour technocrates bruxellois !

Mais ça ne pouvait pas durer. Les nuages commençaient à s'amonceler dans le ciel azur de l'extraversion. A la fin des années 1990, la Grèce était toujours importatrice de biens alimentaires et de produits manufacturés. Devenir le bronze-cul de l'Europe ne fait donc pas tout ! La Grèce est également bourrée de mauvaises habitudes qui lui collent à la peau : un taux de fécondité très faible, un taux de chômage élevé (près de 9 % avant la crise), une dette publique de plus de 100 % du PNB qui s'explique par le maintien d'une fonction publique pléthorique et peu productive. N'oublions pas pour finir le règne de la corruption, vieille héritage byzantino-ottoman qui se prolonge actuellement dans un système de bipartisme de fait qui fonctionne depuis 30 ans entre la droite et le PASOK.

Dès 2001, Athènes aurait décidé de faire appel à la banque Goldman Sachs pour réduire ses déficits. La très controversée banque américaine se faisait fort de déployer un outil imparable qui permettait de se protéger des effets de changes en transformant en euros la dette initialement émise en dollars. Etait-ce de la « triche » ? Pour une démocrate-chrétienne effarouchée, sûrement, puisque Angela Merkel s'est écriée, le 17 février, que « ce serait une honte s'il s'avérait que les banques [... avaient] également participé à la falsification des statistiques budgétaires de la Grèce ». Sarko lui aussi ne va pas se priver d'une petite sortie sur la « moralisation » du capitalisme... Mais précisément, qu'en disent les intéressés ? Pour un agent d'émission de la dette, « il s'agit d'opérations naturelles, qui participent de la bonne gestion de la dette ». Un éminent conseiller financier de Natixis ajoute que le recours aux astuces utilisées par les gouvernements grecs successifs « n'est pas très orthodoxe, mais ce n'est pas forcément contestable »... En réalité, tous les Etats européens titrisent leur dette afin de s'en débarrasser : la Grèce, bien sûr, mais aussi l'Italie, très friande de ce genre de gadgets, et encore la Belgique et la France ! A peine accorde-t-on que la Grèce y est allée un peu fort, puisque notre Trésor a indiqué dans une langue qui laisse rêveur que « nous ne faisons



sans doute pas d'opérations aussi "funky" sur la dette française » !

Résultat des courses : la Grèce, qui a dû renflouer les caisses de ses principales banques en 2007-2008, est incapable de rembourser Goldman Sachs et les autres institutions financières qui lui avaient promis monts et merveilles, mais qui spéculent en réalité contre elle. Ces institutions exercent une pression d'autant plus forte, qu'elles doivent faire face elles-aussi à des exigences de recouvrement d'ampleur depuis le début de la crise. La Grèce s'enfoncé dans la récession, voit impuissante les agences de notations avilir sa note quant à sa capacité à assumer ses dettes et elle assiste à sa mise sous tutelle financière européenne par l'intermédiaire du couple franco-allemand. Ne voyons pas là un élan de solidarité de l'UE. Il s'agit juste d'un réflexe de survie de la part des acteurs du système bancaire européen. Subissant une pression multiforme, le gouvernement socialiste a annoncé comme imminente la cure d'austérité (gel des salaires et des embauches dans la FP, hausses des taxes indirectes, recul de 2 ans de l'âge de la retraite, flexibilisation accrue du « marché du travail »...).

Pour faire passer la pilule néolibérale, le PASOK en appelle à « l'Union sacrée » et au sentiment de responsabilité. Mais responsable auprès de qui ? Des parasites et des délinquants de la finance de marché ? Ou des salariés grecs qui ont renversé la droite et voté socialiste l'an dernier pour résister aux prédateurs de la bourse ? Un gouvernement de gauche se doit d'être aussi fidèle aux salariés que la droite l'est au patronat et aux actionnaires ! La démocratie l'exige en Grèce comme ailleurs. Assez de la servilité à l'égard des gangsters des marchés financiers ! La classe ouvrière grecque, elle, est prête à en découdre. Elle le dit à chaque mobilisation, que ce soit en 2005 (contre-réforme des retraites) ou plus récemment en 2008-2009. Déjà, après quelques tentatives sectorielles, une journée de grève générale a eu lieu le 24 février dernier. Le mobilisation unitaire doit encore s'approfondir, au risque de voir les groupuscules gauchistes faire la pluie et le beau temps dans le mouvement social comme ce fut le cas l'an dernier. ❖❖

par Jean-François Claudon (75)

L'armée du Crime en DVD :

les heures héroïques et tragiques de la résistance internationaliste !

LE FILM était sorti dans les salles en septembre dernier, il vient de paraître en DVD. Robert Guédiguian, cinéaste engagé à gauche, réussit une nouvelle fois à nous émouvoir en évoquant l'un des plus glorieux épisodes de la Résistance. Auteur en 2005 d'un magistral Promeneur du Champ de mars consacré aux derniers jours de François Mitterrand, Guédiguian poursuit son œuvre réaliste, militante et sociale.

L'épopée du groupe Manouchian, arrêté puis fusillé en 1944, est ici évoquée avec beaucoup de force. Dans le Paris occupé des années 1940-1944, nous suivons avec passion la constitution du groupe, ses liens parfois tendus avec la direction du Parti et de l'Internationale communiste, ses doutes, mais surtout sa foi inébranlable dans la victoire sur les oppresseurs nazis et autres collabos pour construire une société socialiste et égalitaire. Juifs, communistes polonais, bulgares, yougoslaves, républicains espagnols, italiens antifascistes, tous ces jeunes gens sont venus en France, le pays de la Révolution et des droits de l'Homme, pour fuir la répression et les dictatures qui sévissent alors un peu partout. Il est alors minuit dans le siècle, les forces sauvages de la barbarie fasciste se déchaînent. Toutefois, ces militants entretiennent admirablement la flamme de l'internationalisme ouvrier et de la résistance sans jamais sombrer dans le nationalisme chauvin.

Missak Manouchian, Arménien, seul survivant de sa famille du génocide de 1915 et militant communiste, devient peu à peu le chef militaire du groupe. Poète sensible, pacifiste et non violent, rien ne le prédestinait à occuper ce poste si exposé. Il prend sous sa responsabilité des gamins de 17 à 25 ans, parfois impatientes, velléitaires et ayant du mal à se plier à une discipline de groupe. Les jeunes résistants, dont l'admirable Olga Bancic, seule femme du réseau, multiplient les actions armées spectaculaires et courageuses et tentent de vivre dans et malgré la clandestinité. Guédiguian montre aussi le rôle, souvent



glaçant, de la police française, que ce soit lors la « Rafle du Vel' d'Hiv » ou dans la traque des résistants. Quelques scènes terribles de tortures disent plus que des pages entières d'un manuel d'histoire sur le rôle de supplétifs conscients qu'ont joué les autorités de Vichy au cours de ces années. Trahisons, dénonciations, arrestations : les mailles du filet se resserrent inexorablement sur les membres du groupe Manouchian qui ont lancé un véritable défi à l'Occupant en parvenant à assassiner le responsable allemand du STO, l'ennemi de plusieurs dizaines de millions de travailleurs en

France. Manouchian et ses camarades sont tous arrêtés en novembre 1943, puis affreusement torturés. Le gouvernement de Vichy organise un simulacre de procès, mais souhaite surtout mettre en place une campagne de propagande contre les résistants. Des affiches avec les portraits des militants sont placardées dans tout le pays, ils sont assimilés à « une armée du crime » de terroristes barbus, étrangers et communistes semant partout le chaos et l'anarchie.

Manouchian et la plupart de ses compagnons sont fusillés en février 1944 au Mont Valérien, près de Paris. Mais la fameuse « affiche rouge » s'est retournée contre ses promoteurs en soulevant un peu partout une vague de sympathie pour ces étrangers qui s'étaient battus pour la libération nationale et sociale ! Avant sa mort, Manouchian laisse une poignante lettre à sa femme Mélinée où il réaffirme qu'il quitte ce monde sans n'avoir jamais éprouvé une quelconque haine envers le peuple allemand ! Admirable !

A l'heure où l'on détricote les derniers acquis sociaux et démocratiques issus des combats de la Résistance, (re)voir ce film est une urgence ! ::

A voir : DVD *L'armée du crime* de Robert Guédiguian, Studio Canal, 2010.

Par Julien Guérin (42)

Sarkozy tente une OPA sur les collectivités territoriales

SI LA SITUATION FINANCIÈRE des collectivités territoriales est globalement saine, elle s'est considérablement dégradée ces deux dernières années. Tout commence en juillet 2008, lorsque Nicolas Sarkozy annonce que les dotations de l'Etat aux collectivités locales (commune, EPCI, département, région) ne progresseraient plus à partir de 2009 qu'au rythme de l'inflation. On pourrait trouver cette décision équitable. Pourquoi les collectivités locales devraient être mieux traitées que les ménages ? Pourtant, cette mesure fait peser sur les budgets des collectivités un grand danger et fait déjà des dégâts.

En effet, depuis 1982 et les premières lois de décentralisation, les charges financières des collectivités n'ont cessé d'augmenter : action sociale (dont le RMI), aide aux personnes âgées, maison départementale du handicap, entretien des routes nationales, construction et entretien des écoles/collèges/lycées, transports en commun, logement social, gestion des ports et des aéroports, tourisme, etc... L'Etat s'est de plus en plus déchargé sur les collectivités et n'a que partiellement compensé les charges. Les bases de calcul de Bercy, plutôt obscures, ont abouti à ce que les départements en particulier cherchent eux-mêmes les ressources nécessaires au financement de ces nouvelles compétences unilatéralement transférées par l'Etat. Bien souvent, elles n'ont eu d'autre choix que d'augmenter la fiscalité locale (TP, TH, ...) et de réduire leur dispositif d'intervention et de subvention hors compétence obligatoire.

Dans le même temps, les charges afférentes à ces compétences ont sérieusement augmenté (plus que l'inflation), en particulier dans le domaine social, puisque la précarisation du salariat s'est accrue, alors même que les ressources diminuent et que -crise oblige- la croissance est en berne. Les droits de mutation sont en baisse (de 25 % en 2009), la TIPP des départements a chuté de 5,9 % en 2008 et les bases fiscales devraient stagner. Le plafonnement de la TP en 2010 pour cause de réforme entraînera une baisse de 400 millions d'euros des ressources, les recettes d'investissement sont en baisse de 2,5 % et ce sont au total plus de 15 000 communes qui ont vu, en 2009, leurs dotations baisser. Les conséquences sont désastreuses : diminution des subventions aux associations, suspension des programmes de construction et de rénovation de logements sociaux, diminution des budgets d'investissement économique et de soutien à l'emploi, ...

Pourtant, quelques vérités méritent d'être rappelées. Les collectivités locales ne sont responsables de la dette publique qu'à hauteur de 11,2 %, très loin derrière l'Etat, alors qu'elles participent à l'investissement public à hauteur de 73 %. Légalement obligées de maintenir l'équilibre de leur budget de financement, elles produisent de la « bonne » dette. Une dette d'investissement qui profite aux entreprises localisées le plus souvent à proximité de ces collectivités et particulièrement aux PME. En étranglant l'investissement local, ce sont ces entreprises et leurs salariés qui seront le plus directement concernés. Comme si cela ne suffisait pas, les collectivités se voient les mains liées par leur perte d'autonomie fiscale annoncée au travers de la récente réforme de la TP, de la future suppression de la clause de compétence générale et de l'avenir incertain du fonds de compensation de la TVA.

Fusion des départements et des régions, suppression de la clause de compétence générale, nouveaux modes de scrutins, transfert de charges non compensées ne sont que le paravent d'un but invouable : détruire les pôles de résistance à la politique sarkoziste et reprendre totalement en main les collectivités locales au bénéfice d'un clan, d'un parti politique, l'UMP, quitte à entraîner une bérézina démocratique, financière et fiscale dont auront à souffrir tous les salariés et en premier lieu, les plus modestes. ::

Par Anthony Gratacos (77)



Comité de rédaction :

Johann Cesa (42) **Numéro 30 | février-mars 2010**
 Thomas Chavigné (31) **courriel :** offensive.socialiste@gmail.com
 Marlène Collineau (44) **Diffusion électronique et papier :** 1 500 ex.
 Tunjaï Cilgi (64) **Photographies et dessins :**
 Jean-François Claudon (75) p. 2 : <http://lemonde.fr/>
 Mehdi Dardouri (42) p. 4 : <http://cgt-egp-dreux.over-blog.com/article-34845439.html>
 Julien Guérin (43) p. 5 : <http://www.islandpacket.com/2010/02/18/1142454/greece-facing-goldman-sachs-debt.html>
 Mathias Tessier (44) p. 6 : <http://www.toutlecine.com/images/film/0026/00265757-l-armee-du-crime.html>
 Ernest Simon (44) p. 7 : <http://e.lecroart.free.fr/>
 David Torres (32) p. 8 : http://lerouetacoeurovert.blogspot.com/2009_06_07_archive.html
Maquette :
 Nicolas Nocet
 Marlène Collineau

Maquette réalisée à l'aide de logiciels et typographies libres.

Lisez **Unité**,
le journal de
l'Offensive Socialiste

et retrouvez les articles de ce
numéro et des précédents sur

<http://offensivesocialiste.wordpress.com>

Jeune, vote !

LES SONDAGES prédisent pour le moment une victoire de la gauche aux régionales. Mais nous devons aussi être lucides : il n'y a pas de vraie victoire de notre camp sans une forte participation chez les jeunes et les classes populaires. Or, les sondages prévoient un taux d'abstention important pour ces élections... Les élections européennes furent une catastrophe pour le PS certes, mais encore plus pour la démocratie, avec un taux d'abstention dépassant les 50 % ! Le malaise est évident : notre République est malade. Devant ce spectacle affligeant, nous avons une part de responsabilité, car si les jeunes ne croient plus en la politique, c'est parce qu'ils pensent que les politiques ne s'occupent plus des affaires de la cité. Si les jeunes ne perçoivent plus la différence entre la droite et la gauche, à qui la faute ? Le PS est un parti de gouvernement qui a pour vocation de diriger le pays et qui administre les collectivités territoriales, il est donc aussi la cause d'une telle image de la politique. Nous ne pouvons nous satisfaire du fait que seul un quart de la jeunesse se presse dans les isolements. C'est pour cela qu'il faut marteler l'idée que rien ne se règle au café du commerce ! Que tout se règle par la politique ! C'est à l'immense masse du salariat et à la jeunesse que nous devons nous adresser en transformant leurs aspirations profondes en revendications concrètes et en programme de gouvernement.

La jeunesse doit voter, car le droit de vote est son unique moyen d'expression. Partout dans le monde, des peuples entiers sont en lutte acharnée pour le conquérir, l'obtenant de la même manière que nos ancêtres, par la force de leur conviction et l'âpreté de leur combat. Même si aujourd'hui tant de nos concitoyens invoquent la corruption comme prétexte pour ne pas venir voter, l'abstention n'arrangera rien. Ceux qui veulent manifester leur mécontentement n'ont qu'une chose à faire : aller dans la rue et demander des comptes à ceux qui nous gouvernent ! Rien ni personne ne peut lutter contre un peuple qui se lève, voilà pourquoi il ne doit jamais s'endormir et doit rester mobilisé. Les 14 et 21 mars, battons-nous pour que les jeunes se rendent à leur bureau de vote. ::



Languedoc : une région à rafraîchir et à défrêcher d'urgence

Selon un récent sondage BVA, Georges Frêche l'emporterait au 1er tour en Languedoc-Roussillon et s'imposerait dans tous les cas de figure au second. Ce serait une triste jour pour la démocratie et pour la gauche si ce potentat clientéliste, incarnation chimiquement pure de la décentralisation libéralo-galliste, venait à sauver son trône de souverain de la Septimanie. Car Frêche, ce n'est pas que le vilain petit farceur habitué des bons mots sur les harkis ou sur les joueurs blacks de l'équipe de France. C'est aussi un magicien qui transforme de l'argent public en prébendes pour ses courtisans privés du BTP et de l'industrie. C'est l'ami des patrons réacs, des milieux mafieux et des « communautés », tant de pièces décisives du « système Frêche » qu'il faut parfois caresser dans le sens du poil, mais qu'il faut aussi savoir insulter de temps en temps pour que les ouailles se rappellent qui est le « boss ». Il faut en finir avec ce roitelet prétendument thaumaturge qui manie aussi bien le sceptre de la subvention que le glaive de sa « justice ». La gauche doit s'unir pour le battre, lui et ses alliés que sont les listes de droite. Pas de liste PS, ni Europe Ecologie, ni « gauche de la gauche » ! Une seule liste de toute la gauche pour l'emporter !

A ce titre, il est dommage que le PS ait refusé les offres d'alliance dès le premier tour faites par le Front de Gauche, puis par Europe Ecologie... Complexe de supériorité, quand tu nous tiens !

par **Guillaume Lescaut (AF, 64)**